

L'Agence Média Palestine propose une traduction du kit de presse fourni par The Palestinian Institute for Public Diplomacy, qui recense de précieuses données pour nommer le génocide en cours depuis maintenant un an en Palestine.
Via le Palestine Institute for Public Diplomate, le 1er octobre 2024



The Palestine Institute for Public Diplomacy

Ce dossier de presse vise à fournir aux salles de presse, aux rédacteur·ices en chef et aux journalistes **une compilation de ressources, de faits et de conseils essentiels** pour couvrir l'année écoulée depuis le 7 octobre et le génocide en cours à Gaza. Ceci est d'autant plus important qu'Israël continue d'interdire l'accès à Gaza à tout journaliste international et que les journalistes locaux aux de Gaza sont pris·es pour cible sans relâche.

Il est également important de souligner, alors qu'Israël a commencé à envahir le Liban, que le génocide israélien en cours à Gaza, l'escalade de l'annexion et de la violence en Cisjordanie, et l'agression contre le Liban, la Syrie et la région ne sont pas des événements isolés ou des développements soudains, mais plutôt des symptômes des ambitions d'Israël de consolider sa domination et de remodeler la région en fonction de ses intérêts coloniaux.

NB: Le document original étant en anglais, les sources et hyperliens sont en anglais

1. Faits marquants et actes génocidaires israéliens à Gaza

A. Nombre de morts, massacres, charniers et familles rayées des registres

• En un an, Israël a tué plus de 41 615 Palestiniens, dont 17 000 enfants. Les massacres sont devenus une norme tragique, avec des familles entières rayées des registres d'état civil, des corps brûlés, démembrés et des enfants décapité·es.

• Nombre de morts et de personnes tuées : Selon [The Lancet](#), le nombre de morts directes et indirectes à Gaza pourrait s'élever à 186 000 personnes.

• Massacres documentés :

• **Massacre de la farine** en février, [ici](#) et [ici](#).

• **Massacre de l'hôpital Al-Shifa** en avril, [ici](#).

• **Massacre des tentes de Rafah** en mai, [ici](#).

• **Massacre de Nuseirat** en juin, [ici](#), [ici](#) et [ici](#).

• **Massacre des camps d'Al-Mawasi et d'Al-Shati** le 13 juillet, [ici](#).

• **Infographie** montrant 30 fosses communes, avec 3 000 corps de Palestiniens tués dans le génocide israélien.

• **Pour des comptes rendus détaillés** de tous les événements, **jour par jour**, avec des données, voir la base de données [Airwars database](#).

• **Ressource clé** pour retrouver des faits chronologiquement : [The Palestine Chronology](#) — événements jour par jour

• **Une poignée d'histoires** parmi les centaines de milliers d'histoires de Palestinien·nes dont la vie a été détruite, même s'ils sont en vie.

• [Hind Rajab](#), 6 ans

• [Refat Al Areer](#), poète et intellectuel

• [Mohamad Abu Alqumosan](#), dont la femme et les jumeaux ont été tué·es

• La [famille Abu Salem](#), entièrement exterminée

• [Ismail Al- Ghouli](#), jeune journaliste

• Voir aussi : Gaza : des visages, pas seulement des chiffres

B. Israël bat des records historiques mondiaux en matière de crimes et d'atrocités

• Les [Nations unies](#) ont déclaré que Gaza était **l'endroit le plus dangereux au monde pour les enfants**.

- Plus de 75 % des **journalistes tué-es** dans le monde en 2023 l'ont été pendant le génocide israélien à Gaza.
- Le nombre de **travailleur-euses humanitaires tué-es** à Gaza au cours de l'année écoulée est le plus élevé jamais enregistré en une seule crise.
- Israël a largué **70 000 tonnes de bombes** sur Gaza, soit **plus que les bombardements pendant la Seconde Guerre mondiale** de Dresde, Hambourg et Londres réunis.

C. Blessés

- Plus de 96 350 Palestinien·nes ont été blessé·es à Gaza. Selon l'**OMS**, au moins 25 % d'entre eux risquent d'avoir des blessures qui changeront leur vie, dont plus de 15 000 cas de blessures aux extrémités et environ 3 500 amputations.
- Un nouvel acronyme a été inventé : **WCNSF – Wounded Child No Surviving Family** (enfant blessé sans famille survivante), soulignant la situation tragique de milliers d'enfants orphelin·es et blessé·es.

D. Destruction des infrastructures

- **SANTÉ** : Plate-forme **documentant** la destruction du secteur de la santé de manière très détaillée.
- **MAISON, EAU ET ROUTES** : 67% des installations et infrastructures **d'eau et d'assainissement**, ainsi que le **réseau routier**, ont été détruits ou endommagés.
- En mai, l'ONU a **estimé** que la reconstruction des maisons de Gaza pourrait prendre jusqu'à 2040.
- **ÉCOLES ET UNIVERSITÉS** : Israël a **détruit** 90 % des écoles de Gaza. La dernière université de Gaza a été détruite en janvier 2024. Les experts de l'ONU ont **qualifié** la destruction systématique du système éducatif palestinien d' « élucide ». **Rapport UNRWA/Université de Cambridge**.
- **Évaluation de la destruction** des établissements d'enseignement supérieur par l'Agence française de développement.
- **CULTURE ET PATRIMOINE** : les bombardements incessants d'Israël ont anéanti le patrimoine culturel et historique de Gaza, connue comme l'une des plus anciennes villes du monde, avec 195 sites du patrimoine, 227 mosquées et trois églises **endommagés ou détruits**, y compris les archives centrales de Gaza, qui contiennent 150 ans d'histoire.

E. Déplacement forcé

- **Neuf Palestinien·nes sur dix** à Gaza sont aujourd'hui déplacé·es à l'intérieur de leur propre pays, souvent à plusieurs reprises (certain·es jusqu'à dix fois). **Rapport d'Oxfam** sur les cycles de déplacement
- 86 % de la bande de Gaza est **toujours sous le coup d'ordres d'évacuation** émis par Israël.
- Israël a réoccupé Gaza, prenant le contrôle de 26 % de la bande, voir le **site web interactif ici**.

F. La famine

- En juillet, les **expert-es des Nations unies** ont déclaré que la famine s'était répandue dans la bande de Gaza. Cette déclaration fait suite à des mois d'**évaluation** par la classification intégrée de la phase de sécurité alimentaire sur le risque élevé de famine.
- Les Nations unies ont signalé 32 décès dus à la malnutrition, dont 28 parmi les enfants de moins de cinq ans. Environ **200 patient-es** ont été admis·es pour malnutrition aiguë sévère et on estime que 50 000 **enfants** ont besoin d'un traitement contre la malnutrition aiguë.

G. Situation sanitaire

- En onze mois, 512 attaques ont été lancées **contre les personnels, équipements et infrastructures de santé** à Gaza, entraînant la mort de 759 Palestinien·nes, la détention et l'arrestation de 128 travailleur-euses de la santé, tout en affectant 110 établissements de santé et 115 ambulances.
- 90 % de l'approvisionnement en eau de Gaza est impropre à la consommation.
- La destruction des infrastructures, le manque d'assainissement, l'effondrement du système de santé et la surpopulation des sites de déplacement créent un terrain propice aux épidémies.
- Les attaques israéliennes contre la santé ont créé une « biosphère de guerre », avec le retour du virus de la polio à Gaza, parmi de nombreuses autres conséquences sanitaires catastrophiques du génocide.

H. Obstruction de l'aide humanitaire

- Israël a entravé l'aide humanitaire à Gaza en renforçant son blocus, en créant des points de contrôle militaires à travers Gaza, en attaquant les agences humanitaires et les travailleurs humanitaires, ainsi qu'en s'en prenant à l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) et à son personnel. **Lire la déclaration d'Al-Haq**.
- 7 façons dont Israël a délibérément bloqué l'aide humanitaire par **Oxfam**.
- Les agences humanitaires américaines ont même confirmé l'existence d'une obstruction délibérée, en envoyant leurs conclusions au département d'État, et il a été révélé que **l'administration Biden a menti au Congrès et enterré les conclusions**.
- 15 ONG internationales ont publié collectivement **un appel** détaillant comment le siège d'**Israël bloque 83 % de l'aide alimentaire** parvenant à Gaza.
- **Analyse de la gouvernance de l'aide** par l'Institut de recherche sur la politique économique de la Palestine.

I. Intention génocidaire

Le génocide se produit également sur fond d'intention génocidaire manifeste de la part des responsables et des décideurs israéliens. Dès le départ, il était clair qu'il ne s'agissait pas d'une guerre, mais d'une intention délibérée d'éliminer, d'effacer et de détruire l'ensemble de la population et du territoire. En annonçant un siège total et l'intention de couper l'électricité et l'eau, en utilisant des métaphores animales et d'autres étiquettes déshumanisantes, l'intention génocidaire d'Israël a été claire.

→ **Law4Palestine a compilé une base de données de plus de 500 incitations au génocide** et à la violence de masse par des responsables israélien·nes et des personnalités publiques.

Exemples :

- « Il n'y aura pas d'électricité, pas de nourriture, pas d'eau, pas de carburant, tout sera fermé. Nous nous battons contre des

animaux humains et nous agirons en conséquence ». Y. Gallant (ministre de la Défense)

- « **Vous devez vous souvenir de ce qu'Amalik vous a fait** », Benjamin Netanyahu
- « **Brûlez Gaza maintenant, rien de moins !** » vice-président de la Knesset sur X

2. L'assaut sur la Cisjordanie

Il ne s'agit pas d'une guerre « Israël-Hamas ». Les derniers bombardements sur le Liban l'ont confirmé. Les médias ne doivent pas non plus présenter cette guerre comme « débordant » sur la Cisjordanie. La Cisjordanie a toujours été au cœur du projet de domination mis en place par Israël sur l'ensemble du territoire. Israël a pris l'opération du 7 octobre comme prétexte pour étendre son projet colonial en Cisjordanie, où les Palestiniens sont encore plus assiégés et font face à un nettoyage ethnique imminent.

- L'année dernière a été la plus meurtrière pour les Palestiniens en Cisjordanie depuis des décennies, avec plus de 693 morts. **Mises à jour de l'Ocha** : pour des faits et des chiffres sur les meurtres, les blessures, les démolitions et d'autres formes de violence systémique.

- **Un enfant tous les deux jours** a été tué en Cisjordanie depuis le 7 octobre – rapport de **DCI**.

- Entre le 7 octobre 2023 et le 23 septembre 2024, les autorités israéliennes ont **démoli, détruit ou confisqué** 1 725 structures palestiniennes en Cisjordanie, déplaçant plus de 4 450 Palestiniens, dont environ 1 875 enfants. Cela représente plus du double du nombre de Palestiniens déplacés au cours de la même période avant le 7 octobre.

- Le gouvernement israélien a étendu **la colonisation et l'accaparement des terres**. En mai 2024, les autorités israéliennes ont transféré les pouvoirs relatifs à la terre et aux colonies de l'armée au contrôle civil israélien, poursuivant ainsi l'annexion de la Cisjordanie. Depuis le 7 octobre, les colons ont établi **25 nouveaux avant-postes coloniaux**, le gouvernement a rétroactivement « légalisé » trois **avant-postes coloniaux** et déclaré 24 193 dunams (environ 2 420 hectares, NLDT) en Cisjordanie comme « terre d'État ».

- Entre le 7 octobre 2023 et le 23 septembre 2024, l'OCHA a **enregistré** 1 390 attaques de colons israéliens contre des Palestiniens, dont environ 135 ont fait des morts et des blessés palestiniens. Entre octobre 2023 et août 2024, 261 ménages comprenant 1 566 Palestiniens ont été **déplacés à la suite d'attaques de colons**.

- Briefing sur la violence des colons par **UAWC**.

1. Désinformation et mensonges israéliens depuis le 7 octobre

Vous trouverez ci-dessous les principales fausses affirmations, fake news et récits fallacieux qui ont été diffusés et promus de manière proactive par les autorités israéliennes et/ou des groupes affiliés. L'utilisation généralisée de la propagande par les responsables israéliens et la mauvaise foi flagrante de certains médias ont créé une arme de guerre dangereuse qui déshumanise encore plus les hommes palestiniens et le Hamas. Les autorités israéliennes ont dépensé plus de 7 millions de dollars en publicités et en contenus de propagande au niveau international.

Ressources générales : [Décolonize Palestine](#), [Base de données des mythes / Pali Answers / October 7 Fact Check](#)

A. Affirmation : « le Hamas a commis un viol de masse le 7 octobre »

- **Echo médiatique** : ces affirmations ont été rapidement reprises, de nombreux médias grand public et organisations internationales s'en faisant l'écho.

- **Démenti** : Au fil du temps, aucune preuve crédible n'est venue étayer les allégations de viols massifs. De nombreuses enquêtes ont démenti ces accusations. De nombreux rapports accusant les Palestiniens de commettre des violences sexuelles systématiques à l'encontre des Israéliennes s'appuient sur des témoignages de volontaires de ZAKA, une organisation de secours israélienne qui ne fait pas de travail médico-légal. Un article de l'**Associated Press** a réfuté deux accusations de viol et de violence sexuelle formulées par des bénévoles de ZAKA. La bénévole a déclaré à AP : « Ce n'est pas que j'ai inventé une histoire... À la fin, il s'est avéré que c'était différent, alors je me suis corrigée ». En outre, la crédibilité et les méthodes des rapports des Nations unies et des organisations internationales de défense des droits de l'homme, qui ont réitéré les allégations de violence systémique fondée sur le sexe et de viol, ont été remises en question par la **société civile palestinienne** et les **réseaux de solidarité internationale**.

- **Impact sur l'opinion publique** : La diffusion de ces allégations joue à ce jour un rôle important dans la diabolisation de la résistance palestinienne et la déshumanisation des Palestiniens en général.

Ressources clés :

- Feminist Solidarity Network for Palestine, [Here's what Pramila Patten's UN report on Oct 7 sexual violence actually said](#) (« Voici ce que dit réellement le rapport de Pramila Patten sur les violences sexuelles du 7 octobre »)

- AP, [How 2 debunked accounts of sexual violence on Oct. 7 fueled a global dispute over Israel-Hamas war](#) (« Comment deux récits de violence sexuelle démentis le 7 octobre ont alimenté un conflit mondial sur la guerre entre Israël et le Hamas »)

- Mondoweiss, [ZAKA is not a trustworthy source for allegations of sexual violence on October 7](#) (« ZAKA n'est pas une source fiable pour les allégations de violence sexuelle du 7 octobre »)

- AlJazeera, [The unravelling of the New York Times "Hamas rape" story](#) (« Le démêlage de l'histoire du viol du Hamas du New York Times »)

B : Affirmation : « le Hamas utilise des civils comme boucliers humains et des hôpitaux comme bases militaires »

- **Écho médiatique** : Ces affirmations ont été amplifiées par divers organes de presse internationaux, dont beaucoup se réfèrent à des sources militaires et à des porte-parole israéliens. La même tactique de désinformation a été utilisée par Israël pour bombarder le Liban.

- **Démenti** :

- **Les civils comme boucliers humains** : Les organisations de défense des droits de l'homme, telles qu'**Amnesty International**, et les Nations unies n'ont trouvé aucune preuve concrète de l'utilisation de boucliers humains par le Hamas. Gaza est l'une des régions les plus densément peuplées au monde, ce qui complique naturellement la distinction entre zones civiles et zones militaires. Les agressions militaires successives d'Israël sur Gaza sont documentées, y compris le génocide le plus récent, avec des bombardements généralisés, systématiques et aveugles et par le ciblage de civils et d'infrastructures civiles. D'autre part, des enquêtes ont **révélé** que les forces israéliennes elles-mêmes ont utilisé des Palestiniens comme boucliers humains, renversant ainsi le mythe.

Les hôpitaux comme bases militaires : Des enquêtes indépendantes n'ont trouvé aucune preuve concrète à l'appui de cette affirmation. L'analyse par le [Washington Post](#) de documents visuels de source ouverte, d'images satellite et de tous les documents militaires israéliens rendus publics a démenti l'affirmation selon laquelle le Hamas aurait utilisé l'hôpital Al-Shifa comme centre de commandement. Une autre affirmation israélienne selon laquelle un calendrier affiché sur les murs d'un hôpital serait une « liste de gardes du Hamas » a été facilement **démentie** par les utilisateurs arabophones des médias sociaux. Une autre **enquête d'AlJazeera** a réfuté l'affirmation israélienne selon laquelle il y aurait un tunnel du Hamas sous l'hôpital Qatari, en montrant que « la trappe qu'Israël prétendait être un tunnel du Hamas n'est qu'un réservoir d'eau pour l'hôpital ». L'**Organisation mondiale de la santé** a condamné les attaques israéliennes contre les établissements de santé et **Human Rights Watch** a déclaré qu'elle ne pouvait pas corroborer les allégations israéliennes selon lesquelles le Hamas utilisait l'hôpital Al-Shifa comme base militaire, et que les attaques contre les établissements de santé « **devraient faire l'objet d'une enquête en tant que crimes de guerre** ».

• **Impact sur l'opinion publique** : Ces allégations créent une perception qui justifie et normalise les bombardements israéliens sur les hôpitaux, les abris et d'autres zones remplies de Palestinien·nes déplacé·es, de blessé·es et de patient·es. Elles rejettent également la responsabilité sur le Hamas au lieu de reconnaître la responsabilité de l'armée israélienne.

Ressources clés :

- Mondoweiss, **Every accusation a confession : Israel and the double lie of 'human shields'** (Israël et le double mensonge des 'boucliers humains') ([traduction française ici](#))
- [DecolonizePalestine](#) – Mythe : les Palestiniens utilisent des boucliers humains
- [Al Jazeera](#) – **La fausseté des allégations d'Israël concernant les boucliers humains à Gaza**
- [B'Tselem](#) – **Boucliers humains**
- [Enquête du Washington Post sur l'hôpital Al-Shifa](#)
- [Enquête d'Al Jazeera sur l'hôpital qatari](#)
- [Rapport de The Intercept sur l'hôpital Al-Shifa](#)
- [Guardian, Rapport sur l'hôpital Al-Shifa](#)
- [Euro-Med Human Rights Monitor, Rapport sur le massacre israélien à Al-Shifa](#)

C. Affirmation : Le Hamas a décapité des enfants le 7 octobre

• **Echo des médias** : Cette affirmation est partie d'une correspondante israélienne qui a rapporté les affirmations de soldat·es israélien·es selon lesquelles elles et ils avaient trouvé des bébés décapités dans le kibboutz de Kufr Azza. Elle a rapporté : « Des bébés, la tête coupée, c'est ce qu'ils ont dit. C'est ce qu'ils ont dit ». Cette histoire, qui n'a pas été contestée, a été largement diffusée dans les médias internationaux et par des hommes politiques, ce qui a contribué à sa propagation rapide.

• **Démenti** : Dès le début de l'enquête, les responsables israélien·es **se sont rétracté·es**. Les enquêtes ont **conclu** que les allégations manquaient de preuves crédibles.

• **Impact sur l'opinion publique** : Ce récit, bien que démenti, a enflammé le sentiment public à l'égard des Palestinien·nes, les déshumanisant davantage et justifiant les crimes israéliens à leur encontre. Les efforts déployés pour rétracter l'histoire après qu'elle a été démentie ont été minimes, et le mal était déjà fait. Les affirmations et cette histoire sont toujours en circulation à ce jour.

D. Affirmation : le Hamas vole l'aide humanitaire

• **Echo médiatique** : Cette affirmation a été diffusée à plusieurs reprises par des responsables israélien·es et des médias internationaux, alléguant que le Hamas détournerait l'aide humanitaire destinée aux Palestinien·nes de Gaza à des fins militaires, ou affirmant que l'envoi d'aide à Gaza reviendrait à aider le Hamas.

• **Démenti** : Israël impose un blocus aérien, terrestre et maritime à Gaza depuis 17 ans, qui n'a été renforcé que depuis octobre 2023. Chaque entrée d'aide est soumise à des protocoles stricts et arbitraires par les autorités d'occupation israéliennes. Une fois que l'aide se trouve à l'intérieur de Gaza, elle relève de la responsabilité des Nations unies et des agences humanitaires. Des déclarations consécutives ont nié tout détournement de l'aide humanitaire par le Hamas, y compris par des responsables **américains** et des **agences de l'ONU**. Au contraire, Israël est le principal responsable de la famine et de la crise humanitaire en raison de son régime de blocus et de l'obstruction systématique de l'acheminement de l'aide à Gaza.

• **Impact sur l'opinion publique** : l'image du Hamas qui exploite l'aide humanitaire alimente l'image négative du Hamas en tant qu'organe gouvernemental indigne de confiance dans la bande de Gaza, ce qui déshumanise encore plus les Palestinien·nes. Elle remet en question et conditionne la nécessité de l'acheminement de l'aide à Gaza, alors qu'Israël poursuit son blocus illégal, son génocide et sa guerre de famine.

1. Captifs et captives israélien·es et palestinien·es — Distinguer les faits des mythes

A. Otages israélien·es

• Le 7 octobre, Israël a ordonné l'utilisation de **la directive Hannibal**. Cette doctrine, rédigée en 1986 en réponse à l'enlèvement de soldats israéliens au Liban, autorise les forces israéliennes à tirer sur des « ennemis retenant leurs camarades en otage », au risque de tuer les otages. L'armée israélienne a donné l'ordre de tirer sur les troupes capturées par le Hamas. [Résumé ABC](#). Parmi les personnes tuées ce jour-là, de nombreux Israélien·es ont été tué·es par leurs propres tirs.

• Les apparitions des captif·ves israélien·es libéré·es dans les médias ont été étroitement contrôlées et limitées. Jusqu'à présent, peu de témoignages directs.

• Les otages se sont exprimés par l'intermédiaire de leurs familles, qui ont décrit leurs conditions de détention comme des mauvais traitements, avec des choses comme « être obligé de chuchoter », « être recouvert de couvertures » ou « recevoir des mensonges ». D'autres ont dit avoir été **bien traités**.

• En décembre 2023, l'**armée israélienne a abattu trois otages israéliens**. Cet incident a révélé que les soldat·es israélien·es n'avaient pas reçu l'ordre d'être « prudent·es » avec les personnes qu'ils et elles rencontraient en général.

• Le 8 juin 2024, **Israël a massacré des Palestinien·es — 270 Palestinien·es ont été tués et 698 autres blessés — « pour sauver » quatre otages**. Suite à l'indignation suscitée par la **couverture médiatique extrêmement partielle** de cette journée, de nombreux médias ont par la suite **couvert** ce qui était réellement arrivé aux Palestinien·es qui avaient été complètement déshumanisé·es.

• 3 des 6 otages israélien·es retrouvé·es mort·es en août 2024 devaient être libéré·es dans le cadre de l'accord conclu entre le

Hamas et les États-Unis, que le gouvernement israélien a rejeté. [Article CNN](#)

• **Interview** du négociateur thaïlandais qui a négocié la libération des otages thaïlandais avec le Hamas.

B. Otages palestinien·nes

Israël a massivement kidnappé, détenu et fait disparaître de force des Palestinien·nes, avec des documents et des preuves d'abus, de torture et de viols, qui ont également entraîné la mort de détenu·es par Israël.

• Depuis octobre, **au moins 53 captif·ves palestinien·nes sont mort·es** dans les prisons israéliennes des suites de tortures et de conditions inhumaines.

• **Le camp de Sde Teiman – un camp de torture** (dans le Néguev) où des prisonniers de Gaza ont été emmenés et systématiquement maltraités, torturés, battus et, pour l'un d'entre eux, **violé** — révélations d'un **lanceur d'alerte**.

• Le principal **stade de football** de Gaza a été transformé en **camp de détention** où des Palestinien·nes ont été systématiquement maltraité·es, déshabillé·es et torturé·es.

• Des enfants ont également été enlevé·es et maltraité·es – **rapport de la DCI**

• Les captif·ves palestinien·es libéré·es présentaient systématiquement une perte de poids massive, des marques d'abus physiques et de torture, de coups, d'attaques de chiens et bien d'autres choses encore.

• Des viols et des abus sexuels ont également été signalés — Un soldat israélien accusé de viol a été invité à plusieurs reprises sur les chaînes israéliennes **pour se défendre** et a été acclamé. Il a été **défendu par des dirigeant·es israélien·nes**.

• Al-Mezan, un groupe de défense des droits de l'homme, a recueilli des **témoignages** directs sur l'utilisation par l'armée israélienne de Palestinien·nes kidnappé·es à Gaza comme **boucliers humains**.

• B'Tselem a fait état des tortures et des abus systématiques auxquels les Palestinien·nes sont confronté·es dans les prisons israéliennes de Cisjordanie et de Gaza : **Bienvenue en enfer**

• **La population des prisonnier·es politiques palestiniens dans les prisons israéliennes a presque doublé** depuis le 7 octobre. 9 900 prisonnier·es palestinien·nes contre 5 200 avant octobre 2023.

Ressources clés :

— Témoignages [ici](#), [ici](#), [ici](#), [ici](#) et [ici](#)

— Enquêtes et rapports [ici](#), [ici](#), [ici](#), [ici](#), et [ici](#)

— **Déclaration des experts de l'ONU**

5. Obstruction israélienne aux pourparlers et aux accords de cessez-le-feu

Voici la chronologie et les faits concernant les accords de cessez-le-feu et d'échange d'otages. Il apparaît clairement qu'à partir d'octobre, la stratégie du Hamas a été d'accepter de libérer tous les otages en échange de captif·ves palestinien·nes et d'un cessez-le-feu permanent. Le gouvernement Netanyahu a toujours rejeté cette demande, refusant un cessez-le-feu permanent et le retrait des troupes israéliennes de Gaza.

Principaux événements survenus :

→ **En octobre déjà**, les familles des otages demandaient à Netanyahu d'accepter les accords sur la table, elles ont été écartées.

→ **22 novembre** : après des pourparlers, un premier cessez-le-feu de quatre jours est instauré. Le Hamas libère 50 prisonnier·es israélien·nes en échange de 150 femmes et enfants palestinien·nes détenu·es dans les prisons israéliennes. Netanyahu refuse un cessez-le-feu permanent, insistant sur le fait que l'objectif d'Israël est de « démanteler complètement le Hamas ». La « trêve » n'a été prolongée que d'une semaine.

→ **En novembre**, **Al Jazeera a analysé** des centaines de discours prononcés à l'ONU et a constaté que 55 % des nations qui se sont exprimées sur la question de la situation à Gaza ont appelé à un cessez-le-feu, tandis que 23 % ont appelé à une « pause » et que 22 % n'ont appelé ni à une pause ni à un cessez-le-feu

→ **2 décembre** : le Hamas exige la libération de tou·tes les prisonnier·es palestinien·nes en échange de la libération d'otages. Israël refuse.

→ **10 décembre** : le Hamas étudie **un plan de trêve en trois phases** proposé par les négociateur·ices égyptiens, qataris, israéliens et américains à Paris. Netanyahu le rejette, ses allié·es menaçant de faire éclater la coalition s'il accepte l'accord.

→ **20 février** : pour la troisième fois, les États-Unis opposent leur veto à une résolution de l'ONU en faveur d'un cessez-le-feu. Israël se félicite de cette décision.

→ **5 mars** : À la suite de l'accord d'échange de prisonnier·es conclu entre Israël et le Hamas en novembre 2023, Israël viole les principes de l'accord et **arrête à nouveau** onze Palestinien·nes parmi celles et ceux qui ont été libéré·es dans le cadre de l'accord.

→ **7 mai** : le Hamas accepte un cessez-le-feu proposé par le Qatar et l'Égypte qui suit le cadre en trois phases. Il stipule que tou·tes les prisonnier·es israélien·nes seront libéré·es en échange d'un nombre non précisé de prisonnier·es palestinien·nes. Il demande à Israël d'augmenter son aide, de se retirer progressivement de Gaza et de permettre la reconstruction, ainsi que de lever le siège qu'il impose à l'enclave depuis 2007. Deux jours plus tard, Israël lance l'offensive et le massacre de Rafah où 1,4 million de Palestinien·nes déplacé·es cherchaient refuge.

→ **31 juillet** : Israël assassine Haniyeh, principal négociateur d'un cessez-le-feu.

Depuis octobre, Israël procède à des arrestations massives [voir point 4 ci-dessus], doublant presque le nombre de prisonnier·es palestinien·nes dans les prisons israéliennes, y compris des femmes et des enfants, afin de les compter dans les négociations sur l'échange de prisonnier·es.

Ressources clés :

— **Résumé de l'IPS** sur les appels au cessez-le-feu et les pourparlers.

— **Chronologie des pourparlers de cessez-le-feu** sur Al Jazeera.

— L'ancien **porte-parole** des familles de captif·ves israélien·nes s'exprimant sur le blocage des accords par Netanyahu.

— Al-Shabaka, « **The Enduring and Racist Trope of Palestinian Rejectionism** »



image par [Arret sur Image](#) (TV)

6. Comment éviter les formulations et les pratiques problématiques dans le travail journalistique

Le langage, les cadres, les angles choisis, les récits, le choix des sources et d'autres pratiques sont très puissants dans les reportages sur le génocide actuel et la situation de crise. Ils ont été utilisés pour obtenir le consentement à l'oppression et à la violence de masse, et pour déshumaniser les victimes. Pour une couverture précise et critique de l'actualité, voici quelques lignes directrices sur les pièges et les écueils.

A. Décontextualisation

• **Problème** : crée un cadrage bilatéral, efface le contexte de décennies de colonialisme et d'occupation illégale, d'apartheid et de blocus, et présente les choses comme ayant commencé le 7 octobre.

• **Exemple** : La « guerre Israël-Hamas » au lieu du « génocide israélien à Gaza ».

B. Le prétendu « droit à l'autodéfense d'Israël »

• **Problème** : Pour reprendre les termes d'un **spécialiste du droit international** : « aborder l'action militaire actuelle d'Israël à Gaza comme s'il s'agissait d'un incident isolé de recours à la force et se demander si Israël a un droit à l'autodéfense justifiant cette action en droit international, c'est fondamentalement mal caractériser la situation. L'action actuelle d'Israël est en fait une reconfiguration de l'usage de la force qu'il exerçait déjà, sous la forme du blocus (avec des bombardements épisodiques et des incursions terrestres) et avant cela dans sa manifestation originale de bottes-sur-le-terrain et de colonies, en ajoutant de nouveaux moyens et de nouvelles méthodes ».

• **Exemple** : La plupart des déclarations officielles européennes et américaines, ainsi que les encadrements des médias grand public.

C. Utilisation de la voix passive

• **Problème** : l'utilisation de la voix passive exonère l'apartheid israélien de ses responsabilités et dissimule ses crimes.

• **Exemple** : « 40 000 Palestinien·nes sont morts » au lieu de « Les forces d'occupation israéliennes ont tué 40 000 Palestinien·nes ».

D. Délégitimer les sources palestiniennes

• **Problème** : mettre en doute les sources et les témoignages palestiniens et sources palestiniens en les jugeant peu fiables et en ajoutant des qualifications par oui-dire, ce qui déshumanise les Palestinien·nes et sape leur crédibilité.

• **Exemples** : Attribution des chiffres des martyrs palestiniens au « ministère de la santé dirigé par le Hamas » / « Le Hamas affirme que les frappes israéliennes ont tué 40 personnes dans la zone de sécurité de Gaza » / « Un médecin chevronné de Gaza affirme avoir subi de « graves tortures » après avoir été libéré d'une détention israélienne » / « Israël a tué 40 Palestinien·nes, selon des responsables/témoins ». Depuis l'année dernière, l'un des principaux exemples a été de **délégitimer et de remettre en question les chiffres provenant du ministère de la santé de Gaza** et de qualifier tout fait provenant de Gaza d'allégations du « Hamas ». C'est absurde si l'on considère que lors de toutes les campagnes de guerre menées à Gaza depuis 2009, le nombre de mort·es n'a jamais été remis en question, que l'ONU utilise toujours les données, que le ministère de la santé est également administré par des employés de l'Autorité palestinienne, que les données proviennent de tous les établissements de Gaza, y compris des hôpitaux chrétiens, que l'ONU utilise toujours ces données et que le nombre de mort·es est très largement sous-estimé et probable.

E. Présomption de culpabilité pour les Palestinien·nes et présomption de légitimité pour la violence israélienne

• **Problème** : utiliser les justifications de l'armée israélienne à leur juste valeur ; adhérer aux arguments israéliens pour obtenir le

consentement à la violence ; déshumaniser les Palestiniens en les qualifiant de « non civils » ou d'« innocents » ou présumer que si Israël a bombardé un endroit, c'était pour atteindre une cible légitime spécifique. **Les Palestiniens sont contraints de justifier leur humanité.**

•**Exemples :**

appeler cela des « **frappes ciblées** » alors que des dizaines de civil·es palestinien·nes ont été tué·es et que des bâtiments entiers ont été détruits.

« **Commandement du Hamas détruit** » alors qu'une zone entière a été anéantie.

« **L'armée israélienne enquête sur les soldat·es** » comme titre alors qu'il existe des preuves vidéo des crimes commis par les soldat·es, et nous savons que le système israélien ne s'oblige jamais à rendre des comptes.

Insister sur le fait que les habitant·es de Gaza ont été « prévenu·es » (sms/ prospectus) d'évacuer avant les bombardements, alors qu'elles et ils n'ont aucun endroit sûr où aller et perdront de toute façon leurs maisons.

F. La victime idéale

•**Problème :** le reportage sélectif sur certaines victimes est une pratique déshumanisante qui suppose que certaines méritent plus de sympathie et de justice que d'autres.

•**Exemples :** l'accent mis sur les femmes et les enfants et l'ignorance des hommes palestiniens en tant que victimes / l'exclusion des combattant·es de la résistance palestinienne de la couverture ou, lorsqu'ils et elles sont inclu·es, la criminalisation et la diabolisation de ces dernier·es.

G. Utilisation du concept de « terrorisme

•**Problème :** qualifier la résistance palestinienne de terrorisme et criminaliser le droit des Palestinien·nes à résister au colonialisme et à l'occupation.

•**Exemple :** Qualifier les groupes et les individu·es de la résistance palestinienne de terroristes.

H. Censure

•**Problème :** Interdire l'utilisation de certains termes pour masquer la réalité de l'apartheid israélien.

•**Exemple :** Des médias **imposent** des politiques visant à interdire l'utilisation de termes qui reflètent la réalité, tels que « génocide », « nettoyage ethnique » ou « territoires occupés »

I. Minimisation et exceptionnalisation de la violence israélienne

•**Problème :** Utiliser un langage aseptisé et réducteur pour minimiser l'oppression israélienne. Décrire la violence israélienne comme étant sans précédent ou inhabituelle, en minimisant le projet colonial centenaire mené par l'État, l'armée et les colons.

•**Exemples :**

•« Israël a tué des dizaines de personnes » au lieu de rendre compte de l'ampleur des massacres israéliens.

Qualifier les attaques des colons illégaux soutenus par l'État d'attaques « extrémistes », comme s'il ne s'agissait que de quelques pommes pourries.

•Mettre trop l'accent sur le « gouvernement de droite » ou pointer du doigt Netanyahu en suggérant que ses politiques sont exceptionnelles par rapport à des gouvernements plus centristes qui ont néanmoins bombardé Gaza et construit des colonies. Israël « envoie des troupes » au Liban vs. Israël « envahit » le Liban.

I. Légitimation institutionnelle

•**Problème :** renforcement des récits sionistes par le biais d'un langage légitimant.

•**Exemple :** Se référer à l'armée israélienne en tant que « Forces de défenses israéliennes » ou « Tsahal » plutôt que « armée d'occupation israélienne ou « armée israélienne »

1. Conseils pour une couverture et pratique journalistique

1) Contextualisez votre reportage : Le colonialisme israélien n'a pas commencé le 7 octobre et la situation n'est pas un conflit entre deux camps symétriques et égaux. Pendant huit décennies, le régime colonial israélien a imposé l'apartheid et l'occupation au peuple autochtone de Palestine. Inscrivez vos reportages dans ce contexte.

2) Rejetez la qualification de terrorisme : rejetez ce concept, qui n'a pas de définition en droit international et a été exploité politiquement par les grandes puissances afin de blanchir leurs agressions illégales, particulièrement au moyen-orient.

3) Contrez la désinformation sur le droit à l'autodéfense d'une puissance occupante : de telles affirmations sont non seulement moralement indéfendables, mais elles n'ont pas non plus de valeur juridique en vertu du droit international. (Voir le point ci-dessus sur l'autodéfense). Au lieu de cela, rappelez que le droit des opprimé·es à résister pour exercer leur droit à l'autodétermination est bien inscrit en droit international.

4) Soulignez la criminalisation : mettre en lumière la suppression systémique et la criminalisation par Israël de toutes les formes de résistance des Palestinien·nes au cours du siècle dernier, y compris les manifestations, les grèves, les boycotts, l'organisation politique et le travail juridique et de plaidoyer.

5) N'utilisez pas la forme passive ou un langage euphémisant : rejetez l'utilisation d'un langage léger ou dépolitisé dans votre travail sur la Palestine. Évitez de filtrer les termes, ou le langage passif qui minimisent ou édulcorent les crimes israéliens.

6) Ne prenez pas les sources des officiels israéliens pour argent comptant : la désinformation fait partie intégrante des tactiques du régime israélien. Il faut toujours évaluer de manière critique et remettre en question la crédibilité des sources officielles israéliennes, rechercher des vérifications indépendantes et vérifier les faits.

7) Cessez de présumer immédiatement de la culpabilité des Palestinien·nes : reconnaître la déshumanisation inhérente au fait d'obliger les Palestinien·nes à prouver leur humanité et mettre fin à toute question ou formulation décontextualisée, de faux-fuyant ou de fausse équivalence qui traite les Palestinien·nes comme s'ils et elles étaient soumis·es à un interrogatoire.

8) Faites entendre les voix palestiniennes et respectez la capacité des palestiniens à parler pour eux-même : donnez le micro aux Palestinien·nes en tant qu'agents actif·ves et veillez à ce qu'ils et elles aient leur mot à dire sur la manière dont leurs propres histoires sont racontées. Faites confiance aux sources palestiniennes et valorisez les, sans scepticisme mal placé. Inclure les Palestinien·nes en tant qu'analystes, expert·es et représentant·es crédibles de leurs propres réalités.

9) Ne cherchez pas la victime parfaite : évitez de créer une hiérarchie de la victimisation en fonction de ce qui correspond le mieux à vos attentes. N'exceptionnalisez pas les femmes et ne mettez pas toujours l'accent sur les enfants dans votre couverture en oubliant les autres. Toutes les victimes palestiniennes méritent que leur histoire soit entendue et couverte.

10) Ne vous laissez pas intimider ou (auto)censurer par les lobbys pro-apartheid et la peur des représailles par des

groupes de diffamation : ne cédez pas aux intimidations et à la diffamation du régime israélien et des pro-apartheid, car il s'agit d'outils intentionnels pour faire taire et discréditer les reportages véridiques.

Ressources clés :

- PIPD, '10 things to remember when reporting on Palestine' (10 choses à garder à l'esprit lors d'un reportage sur la Palestine)
- IMEU, Guidance for Reporting on Palestine/Israel
- Guide de reportage de l'AMEJA pour les médias
- AJ+, « Pourquoi ce n'est pas la "guerre Israël-Hamas" ».
- AJ +, « Les Palestiniens "meurent-ils" ? Ou sont-ils « tués » ?
- Comment l'AFP utilise le mot terroriste
- Mohammed El-Kurd, « Le droit de parler pour nous-mêmes ».
- Corrections de titres par Assal Rad.
- Détection par NewsCord de la partialité des médias et de leur complicité dans le génocide israélien.
- Commentaire d'Al-Shabaka sur la complicité des médias occidentaux.
- Teach in by Jaddaliya with Sana Saeed on US Media Complicity in Israel's Genocide.

8. Analyses, étayées par des données, de la partialité des médias à l'égard du génocide israélien

- Médias américains : par [The Intercept](#)
- Médias britanniques : par le [Centre for Media Monitoring](#)
- Médias français : par [Acrimed](#) et [Arret sur Image](#) (TV)
- Sur la partialité du New York Times : <https://newyorkwarcrimes.com/>

9. Contacts clés

Pour toute question, demande de renseignements, interview avec les médias et demande de contacts palestiniens:

- Inès Abdel Razek, ines.abdelrazek@thepipd.com

Téléchargez le document en anglais ici :

[Press-Kit-One-year-of-Genocide](#) Télécharger

Traduction : JB pour l'Agence Média Palestine

Source : [PIPD](#)